

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

CCAP commun aux lots

Le Pouvoir Adjudicateur : I.N.S.A.

**I.N.S.A.
Pôle Marchés
135 Avenue de Ranguell
31077 TOULOUSE CEDEX 4**

Appel d'offres ouvert

En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Procédure adaptée (dite « petits lots »)

En application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

MARCHE N°2025-001 et MARCHE 2025-002: **Travaux de construction de la halle de transfert Technologique- Bâtiment B44**

IMPORTANT : SEULS LES DEPOTS DEMATERIALISES SONT AUTORISES













N.B. : dans les documents constitutifs du marché :

- Toute référence aux normes françaises doit être entendue comme l'acceptation des normes européennes reconnues équivalentes
- Toute citation d'un procédé ou d'un produit particulier doit être comprise comme l'acceptation d'un procédé ou d'un produit reconnu équivalent.

Service instructeur : Service infrastructures - Pôle Patrimoine - INSA Toulouse

Version du document : 18/03/2025 (date de publication du DCE)

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché public de travaux</p> <p><u>Objet</u> : Travaux de construction de la halle - Bâtiment B44</p>
	<p><u>Maître d'ouvrage</u> :</p> <p>INSA TOULOUSE 135 avenue de Rangueil 31077 - TOULOUSE Cedex 4</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché inclut des considérations sociales.</p>
	<p>Marché passé en</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. - Procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique (procédure dite des « petits lots ») <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.</p>
	<p>Le marché est exécuté au 135 avenue de Rangueil 31077 - TOULOUSE Cedex 4</p>
	<p>Le marché est divisé en 23 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché est divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1. PRÉAMBULE	4
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DU MAÎTRE D'OUVRAGE	5
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
ARTICLE 3. DURÉE.....	6
ARTICLE 4. TRANCHES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE)	7
4.1. TRANCHES	7
4.2. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	8
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	15
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	17
7.1. SOUS-TRAITANCE	17
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	18
7.3. AUTRES INTERVENANTS DANS LES MARCHES DE TRAVAUX	18
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	20
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC	20
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX	20
8.2. VARIATION DES PRIX.....	21
ARTICLE 9. AVANCE	22
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE	23
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT	23
11.1. DELAI DE PAIEMENT	23
11.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	23
11.3. FACTURATION	24
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION	26
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	26
ARTICLE 13. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	26
13.1. MATERIAUX ET PRODUITS	26
13.2. PREPARATION DES TRAVAUX.....	27
13.3. GESTION DU CHANTIER	29
ARTICLE 14. DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INSERTION SOCIALE	30
ARTICLE 15. MODIFICATIONS DU CONTRAT	31
ARTICLE 16. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	32
16.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	32
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	33
ARTICLE 17. RÉCEPTION.....	33
ARTICLE 18. DÉLAI DE GARANTIE	33
ARTICLE 19. CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX	33
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES	35
ARTICLE 20. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ.....	35
PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION	36
ARTICLE 21. PÉNALITÉS ET PRIMES	36
ARTICLE 22. CAS DE RÉSILIATION	39
ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFÉRENDS	39
PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG	40
ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	41

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

L'acheteur désigne le "maître d'ouvrage" pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du marché.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Représentant du maître d'ouvrage

I.N.S.A. de Toulouse
135 Avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE CEDEX 4
Site internet : <http://www.insa-toulouse.fr>
Représenté par Madame la Directrice Alexandra BERTRON

Article 2. Objet et décomposition du marché public

Objet des travaux : Le présent marché a pour objet la construction de la halle de transfert technologique (Bâtiment 44) sur le site de Toulouse.

Le campus de l'INSA Toulouse dispose de plusieurs bâtiments dédiés à la recherche en biotechnologies. Ce nouveau bâtiment contribuera à valoriser la recherche dans ce domaine en permettant à plusieurs entités présentes sur site d'utiliser des plateformes technologiques communes mais également de créer des synergies entre les laboratoires de l'INSA, des start-ups innovantes et des partenaires industriels.

L'emprise au sol de la future Halle technologique est identique à l'emprise du bâtiment existant démoli afin de limiter les impacts sur les espaces extérieurs, soit environ 1 000 m² d'emprise au sol.

Les surfaces totales dévolues au projet sont de l'ordre de 3660 m² de surfaces planchers réparties sur 4 niveaux, avec :

- RDC complet de 1008m² et R+1 partiel de 728m² : ces deux niveaux sont dédiés au pôle technologique. Le R+1 est partiel afin de proposer une hauteur sous plafond de la halle industrielle en adéquation avec les besoins des usagers et des équipements scientifiques accueillis. La halle et les annexes techniques associées sont impérativement de plain-pied (chambres froides, fermenteurs, local chaudière process / produits chimiques / traitement d'eau / maintenance / déchets ...), tandis que les laboratoires, salles spécialisées et autres locaux (salle blanche, locaux de préparation, laveries, vestiaires, salle de détente ...) se répartissent sur les deux niveaux en fonction des contraintes de process. La halle industrielle bénéficie d'un accès livraisons largement dimensionné.
- R+2 de 1000m²: le plateau est dédié à l'accueil d'entreprises partenaires en proposant des modules de bureaux et de laboratoires pré-équipés de différentes tailles. Ce niveau est indépendant de la halle technologique et bénéficie de ses propres annexes techniques (laverie, locaux de préparation) et de locaux communs à l'étage (sanitaires, salle de réunion, salle de détente).
- R+3 de 922m²: le plateau est dédié à l'accueil d'entreprises partenaires start-up en proposant des modules de bureaux et de laboratoires pré-équipés de différentes tailles. Ce niveau est indépendant de la halle technologique et bénéficie de ses propres annexes techniques (laverie, locaux de préparation) et de locaux communs à l'étage (sanitaires, salle de réunion, salle de détente).
- Toiture technique: Avec des appareillages de CVC et environ 205m² de panneaux photovoltaïques.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Financement du marché : Ce projet est financé dans le cadre du CPER.

Contraintes spécifiques : Le présent marché est réalisé en chantier en site occupé.

L'accès à l'intérieur des locaux est contraint sur des plages calendaires spécifiques déterminées en amont en coordination avec l'OPC, la MOE et la MOA.

Le marché est à prix global et forfaitaire.

Le marché est divisé en lots comme-ci :

Lot 1 "VRD / RESEAUX / DIVERS / ESPACES VERTS "

Lot 2 "GROS OEUVRE"

Lot 3 "CHARPENTE BOIS"

Lot 4 "FACADES"

Lot 5 "ETANCHEITE "

Lot 6 "MENUISERIES EXTERIEURES"

Lot 7 "SERRURERIE"

Lot 8 "MENUISERIES INTERIEURES"

Lot 9 "PLATRERIE"

Lot 10 "CLOISONS LABORATOIRE"

Lot 11 "SOLS DURS / FAIENCES"

Lot 12 "SOLS SOUPLES "

Lot 13 "PEINTURES INTERIEURES"

Lot 14 "ASCENSEUR "

Lot 15 "COURANT FORTS / COURANTS FAIBLES"

Lot 16 "PHOTOVOLTAIQUE"

Lot 17 "DETECTION GAZ "

Lot 18 "CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRE"

Lot 19 "EQUIPEMENTS DE CHAMBRES FROIDES "

Lot 20 "FLUIDES SPECIAUX "

Lot 21 "CHAUFFERIE VAPEUR"

Lot 22 "DISTRIBUTEUR DE VAPEUR"

Lot 23 "MOBILIER DE LABORATOIRE"

Article 3. Durée

Durée du marché

Pour chaque lot : La durée globale du marché court à compter de sa notification jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Période de préparation :

Pour chaque lot, une période de préparation de 2 mois est prévue.

Délai d'exécution :

Pour chaque lot, le délai d'exécution (y compris période de préparation) est celle définie par le planning fourni dans le DCE, à compter de la notification du marché.

Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

* Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à cinq jours.

* Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le titulaire dans son offre. Il prend en compte le cadre fixé dans le calendrier prévisionnel d'exécution fourni par le Maître d'ouvrage au DCE.

Le calendrier initial mentionné ci-dessus, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à tous les titulaires de même que les modifications et ajustements apportées en cours d'exécution.

La durée globale d'exécution mentionnée ci-dessus, peut être modifiée par avenant et le nouveau calendrier est notifié à tous les lots de même que les modifications et ajustements apportées en cours d'exécution.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents lots concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite de la durée globale du marché. Le calendrier modifié est notifié par ordre de service à tous les lots.

Prestations similaires : Chaque lot pourra faire l'objet de prestations similaires. En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-001 et Marché n°2025-002 : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44

Article 4. Tranches et Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

4.1. Tranches

Conformément à l'article article R2113-4 du code de la commande publique, les lots ci-dessous sont composés d'une tranche ferme et d'une ou plusieurs tranches optionnelles. Les prestations relevant de chaque tranche sont clairement identifiées dans le CCTP.

Ce marché est divisé en tranches :

Type	Description
Lot 7	
Tranche optionnelle n°1	07-01 / Treille support végétation grimpante
Lot 9	
Tranche optionnelle n°1	09-01 / Baffles fibre de bois - Type 1, si TO 18-01 affermie
Tranche optionnelle n°2	09-02 / Plafond fibre de bois démontable - Type 2
Lot 11	
Tranche optionnelle n°1	11-01 / Faïence dans les sanitaires et les vestiaires, si TO 13-02 affermie
Lot 12	
Tranche optionnelle n°1	12-01 / Protection murale, si TO 13-01 affermie
Lot 13	
Tranche optionnelle n°1	13-01 / MV Peinture acrylique, si TO 12-01 affermie
Tranche optionnelle n°2	13-02 / MV Peinture acrylique, si TO 11-01 affermie
Lot 18	
Tranche optionnelle n°1	18-01 / Adaptation émetteurs salles réunion et détente, si TO 09-01 affermie

Modalités d'affermissement des tranches optionnelles : Pour chaque lot, le maître d'ouvrage n'est engagé que sur la tranche ferme.

Les prestations attendues pour la réalisation de chaque tranche sont définies au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot.

Pour chaque lot concerné, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de la (des) tranche(s) optionnelle(s).

En cas d'affermissement, chaque partie est automatiquement engagée sur les prestations à fournir et décrites au CCTP du présent marché.

L'affermissement de chaque tranche optionnelle pourra intervenir durant toute la durée du marché.

Le non-affermissement d'une tranche optionnelle ne donne droit à aucune indemnité de dédit ou d'attente.

Le démarrage de la tranche optionnelle fera l'objet d'un ordre de service envoyé au Titulaire du lot concerné où sera précisé la date de démarrage et le délai d'exécution.

4.2. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le maître d'ouvrage a défini les prestations supplémentaires éventuelles obligatoires ci-dessous :

- **Lot 1 “VRD / RESEAUX / DIVERS / ESPACES VERTS ” :**
 - PSE 01-01 / MV pour suppression prestations espaces verts
 - PSE 01-02 / MV pour suppression prestation clôture et portails, si PSE 07-01 retenue
- **Lot 3 “CHARPENTE BOIS”**
 - PSE 03-01 / MV pour laine minérale en remplacement laine bois
- **Lot 5 “ETANCHEITE ”**
 - PSE 05-01 / MV pour dalles bétons en remplacement des dalles bois
- **Lot 6 “MENUISERIES EXTERIEURES”**
 - PSE 06-01 / Suppression stores intérieurs
- **Lot 7 “SERRURERIE”**
 - PSE 07-01 / Clôtures et portails des stockages extérieurs
- **Lot 8 “MENUISERIES INTERIEURES” :**
 - PSE 08-01 / Suppression équipement salles détente
- **Lot 13 “PEINTURES INTERIEURES” :**
 - 13-01 / Suppression prestations signalétiques
- **Lot 18 “CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRE” :**
 - PSE 18-01 / Tête thermostatiques connectées
- **Lot 20 “FLUIDES SPECIAUX ” :**
 - PSE 20-01 / PV pour boucle d'eau osmosée EF/EC en inox 316L SMS
- **Lot 22 “ DISTRIBUTEUR DE VAPEUR”**
 - PSE 22-01 / PV pour finition tôle isoxal
- **Lot 23 “MOBILIER DE LABORATOIRE” :**
 - PSE 23-01 / MV pour suppression fourniture armoires ventilées

Pour chaque lot, l'annexe 01 de l'acte d'engagement - Notification du marché (NOTI5) fixe expressément celle(s) retenue(s) par l'INSA.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative n'était à chiffrer par le Titulaire.

Article 5. Documents contractuels

* Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières

- *Annexe 1 AE - Notification du marché (NOTI5)*
- *Annexe 2 AE - Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)*

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots et ses éventuelles annexes

- Les pièces techniques

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),

- LOT 00 Prescriptions communes
- LOT 01 Voirie / Réseaux / Divers / Espaces verts
- LOT 02 Gros œuvre
- LOT 03 Charpente bois
- LOT 04 Façades
- LOT 05 Etanchéité
- LOT 06 Menuiseries extérieures
- LOT 07 Serrurerie
- LOT 08 Menuiseries intérieures
- LOT 09 Plâtrerie

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-001 et Marché n°2025-002 : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44

- LOT 10 Cloisons laboratoire
- LOT 11 Sol durs / Faïences
- LOT 12 Sols souples
- LOT 13 Peintures intérieures
- LOT 14 Ascenseur
- LOT 15 Courants forts / Courants faibles
- LOT 16 Photovoltaïque
- LOT 17 Détection gaz
- LOT 18 CVC / DSF / PLB
- LOT 19 Equipements de chambres froides
- LOT 20 Fluides spéciaux
- LOT 21 Chaufferie vapeur
- LOT 22 Distribution de vapeur
- LOT 23 Mobilier de laboratoire
- **PLG** **Planning**
- **SU** **Surfaces**
- **NHS** **Note de conception et hypothèses - Structure et façade à ossature bois**
- **ACOU** **Notice acoustique**
- **TH** **Notice thermique**
 - Etude RE2020
 - Etude RT2012
- **ENV** **Notice environnementale**
 - Charte de chantier à faibles nuisances
 - Analyse de cycle de vie
 - Notice FLJ
 - Notice environnementale
 - Prescriptions HQE
 - Rapport de simulations thermiques dynamiques
 - Charte réemploi
- **RICT**
- **PGC**
- **G2PRO**

- Les pièces graphiques

	PLANS GENERAUX - SITUATION	
1-0	Plan de situation – aérienne	1/2000
1-1	Plan du géomètre	1/200
2	Plan Masse	1/200
	COUPES	
3-1	Coupe AA	1/50
3-2	Coupe BB	1/50
3-3	Coupe CC	1/50
	PLANS	
4-0	Plan RDC	1/50
4-1	Plan R+1	1/50
4-2	Plan R+2	1/50
4-3	Plan R+3	1/50
4-4	Plan Toiture	1/50
	REPÉRAGES SOLS	
4-0-1	Plan RDC Repérage Sols	1/100
4-1-1	Plan R+1 Repérage Sols	1/100
4-2-1	Plan R+2 Repérage Sols	1/100
4-3-1	Plan R+3 Repérage Sols	1/100
	REPÉRAGES PLAFONDS	
4-0-2	Plan RDC Repérage Plafonds	1/100
4-1-2	Plan R+1 Repérage Plafonds	1/100
4-2-2	Plan R+2 Repérage Plafonds	1/100
4-3-2	Plan R+3 Repérage Plafonds	1/100
	REPERAGES MURS	
4-0-3	Plan RDC Repérage Finitions Murs	1/100
4-1-3	Plan R+1 Repérage Finitions Murs	1/100
4-2-3	Plan R+2 Repérage Finitions Murs	1/100
4-3-3	Plan R+3 Repérage Finitions Murs	1/100
	REPERAGES CLOISONS	
4-0-4	Plan RDC Repérage Cloisons	1/100
4-1-4	Plan R+1 Repérage Cloisons	1/100
4-2-4	Plan R+2 Repérage Cloisons	1/100
4-3-4	Plan R+3 Repérage Cloisons	1/100
	REPERAGES MENUISERIES INTERIEURES	
4-0-5	Plan RDC Repérage Menuiseries intérieures	1/100
4-1-5	Plan R+1 Repérage Menuiseries intérieures	1/100
4-2-5	Plan R+2 Repérage Menuiseries intérieures	1/100
4-3-5	Plan R+3 Repérage Menuiseries intérieures	1/100
4-5	Nomenclature Menuiseries intérieures	1/100
	REPERAGES MENUISERIES EXTERIEURES	
4-0-6	Plan RDC Repérage Menuiseries extérieures	1/100
4-1-6	Plan R+1 Repérage Menuiseries extérieures	1/100
4-2-6	Plan R+2 Repérage Menuiseries extérieures	1/100
4-3-6	Plan R+3 Repérage Menuiseries extérieures	1/100
4-6	Nomenclature Menuiseries extérieures	1/100

REPERAGES SERRURERIES

4-0-7	Plan RDC Repérage Serrureries	1/100
4-1-7	Plan R+1 Repérage Serrureries	1/100
4-2-7	Plan R+2 Repérage Serrureries	1/100
4-3-7	Plan R+3 Repérage Serrureries	1/100
4-7	Nomenclature Serrureries	1/100

REPERAGES CALEPINAGE PLAFONDS

4-0-8	Plan RDC Repérage Calepinage plafonds	1/100
4-1-8	Plan R+1 Repérage Calepinage plafonds	1/100
4-2-8	Plan R+2 Repérage Calepinage plafonds	1/100
4-3-8	Plan R+3 Repérage Calepinage plafonds	1/100

REPÉRAGES CALEPINAGE SOLS

4-0-9	Plan RDC Repérage Calepinage sols	1/100
4-1-9	Plan R+1 Repérage Calepinage sols	1/100
4-2-9	Plan R+2 Repérage Calepinage sols	1/100
4-3-9	Plan R+3 Repérage Calepinage sols	1/100

FACADES

5-1	Façade SUD / EST	1/50
5-2	Façade NORD / EST	1/50
5-3	Façade NORD / OUEST	1/50
5-4	Façade SUD / OUEST	1/50

PERSPECTIVE

6-1 à 6-3	Perspectives
-----------	--------------

7

CARNET DE DETAILS

7-1-1-V	Détail épine pied de façade + FP - RDC	1/5
7-1-2-V	Détail épine pied de façade - RDC	1/5
7-1-3-H	Détail grille intégrée en façade – RDC	1/5
7-1-3-V	Détail grille intégrée bardage – RDC	1/10
7-1-5-V	Détail menuiserie socle béton - RDC	1/5
7-1-6-H	Détail porte acier - RDC	1/5
7-1-6-V	Détail porte acier béton – RDC	1/5
7-1-7-H	Détail porte sectionnelle mur béton - RDC	1/5
7-1-7b-H	Détail porte sectionnelle FOB - RDC	1/5
7-1-7-V	Détail porte sectionnelle	1/5
7-1-8-H	Détail mur rideau entrée	1/5
7-1-8b-H	Détail jonction mur rideau entrée	1/5
7-1-8-V	Détail casquette béton – mur rideau	1/5
7-2-1-V	Détail épine nez de plancher – R+1	1/5
7-2-3-H	Détail grille intégrée en façade – R+1	1/5
7-2-3-V	Détail grille intégrée en façade – R+1	1/5
7-3-1-V	Détail relevé toiture terrasse patio	1/5
7-3-2-V	Détail seuil menuiserie patio	1/5
7-3-3-V	Détail linteau menuiserie patio	1/5
7-3-4-H	Détail FOB – Jonction courante	1/5
7-3-4b-H	Détail jonction bardage angle	1/5
7-3-4-V	Détail épine sur FOB – R+2	1/5
7-3-5-H	Détail FOB menuiserie	1/5
7-3-5b-H	Détail FOB menuiserie et poteau béton	1/5
7-3-5c-H	Détail FOB menuiserie espace détente	1/5
7-3-5-V	Détail appui menuiserie	1/5

7-3-6-H	Détail FOB – Habillage linteau	1/5
7-3-6-V	Détail linteau menuiserie	1/5
7-4-1-V	Détail épine sur FOB – R+ 3	1/5
7-4-2-V	Détail acrotère patio – R+2	1/5
7-5-1-V	Détail acrotère FOB – TT	1/5
7-5-2-V	Détail relevé toiture terrasse patio	1/5
7-5-3-V	Détail édicule – Acrotère – TT	1/10
7-5-4-V	Détail édicule – TT	1/20
7-5-6-V	Détail édicule – Porte acier – TT	1/5
7-5-7-V	Détail supportage toiture	1/5
7-5-8-V	Détail crosse – TT	1/5
7-6-1-V	Détail panoplies halle	1/20
7-6-2-H	Détail SAS salle blanche	1/5
7-6-2b-H	Détail jonction panneaux de SB	1/10
7-6-2c-H	Détail menuiserie salle blanche	1/5
7-6-2d-H	Détail poteau salle blanche	1/5
7-6-2e-H	Détail angle menuiserie SB	1/5
7-6-2-V	Détail plafond salle blanche	1/10
7-6-3-H	Détail carneau de désenfumage halle	1/5
7-6-3-V	Détail garde-corps halle	1/10
7-6-4-H	Détail carneau de désenfumage 2	1/5
7-6-4-V	Détail écran de cantonnement	1/5
7-6-5-H	Détail carneau de désenfumage 3	1/5
7-6-5-V	Détail kitchenette R+1 CRITT	1/20
7-6-6-H	Détail jonction plâtrerie-structure	1/5
7-6-6-V	Détail kitchenette R+2/R+3	1/20
7-7-1-H	Détail prototype	1/20
7-7-2-V	Détail prototype	1/20
	PIC	
8-0	Plan d'installation de chantier	1/100
	PLANS STRUCTURE	
ST01	PB RDC – Fondations	1/100
ST02	PH RDC	1/100
ST03	PH R+1	1/100
ST04	PH R+2	1/100
ST05	PH R+3 (Toiture)	1/100
ST06	Coupe 01 et 02	1/100
ST07	Coupe 03 et 04	1/100
ST08	Axonométrie	
ST09	Axonométrie bis	
ST10	Carnet de détail FOB	1/10
ST11	Carnet de détails techniques sur palan monorail	1/10
	PLANS VRD	
VRD01	Coupes et détails divers	1/200
VRD02	Plan défense incendie	1/50
VRD03	Plan démolition & incidence réseaux	1/50
VRD04	Plan nivellement et surfaces extérieures	1/50
VRD05	Plan réseau divers	1/50

VRD06	Plan réseau EU&EP	1/50
VRD07	Plan terrassement phase 1	1/50
VRD08	Plan terrassement phase 2	1/50

PLANS ELEC CFO CFA

EL00	CFO/CFA - RDC	1/100
EL01	CFO/CFA - R+1	1/100
EL02	CFO/CFA - R+2	1/100
EL03	CFO/CFA - R+3	1/100
EL04	CFO/CFA - Toiture	1/200
EL05	Zoning tableaux divisionnaires	1/200
FM00	CDC TD PC FM - RDC	1/100
FM01	CDC TD PC FM - R+1	1/100
FM02	CDC TD PC FM - R+2	1/100
FM03	CDC TD PC FM - R+3	1/100
FM04	CDC TD PC FM - Toiture	1/100
CFA00	CFA - RDC	1/100
CFA01	CFA - R+1	1/100
CFA02	CFA - R+2	1/100
CFA03	CFA - R+3	1/100
ECL00	Eclairage - RDC	1/100
ECL01	Eclairage - R+1	1/100
ECL02	Eclairage - R+2	1/100
ECL03	Eclairage - R+3	1/100
SYNCF0	Synoptique CFO	1/100
SYNCF A	Synoptique CFA	1/100
SSI00	SSI - RDC	1/100
SSI01	SSI - R+1	1/100
SSI02	SSI - R+2	1/100
SSI03	SSI - R+3	1/100
RSX00	Réseaux sous dallage - RDC	1/100
COFF LAB	Schéma de principe coffret labo	
COFF PC	Schéma de principe coffret prises	
PV01	CFO/CFA + Photovoltaïque - Toiture	1/100

PLANS CVC / DSF / PLB

SYN01	Synoptique CTA Bureaux	
SYN02	Synoptique CTA Labos 1 et 2	
SYN03	Synoptique CTA Labos 3	
SYN04	Synoptique CTA Labos 4	
SYN05	Synoptique CTA Bureaux	
SYN06	Synoptique Ventilation LT	
SYN07	Synoptique eau chaude	
SYN08	Synoptique eau glacée	
SYN09	Synoptique désenfumage	
SYN10	Plan de comptage	
SYN11	Synoptique régulation / supervision	
PL01	Carnet de plans - Zoning utilisateurs	
PL02	Carnet de plans - Classification des locaux	
PL03	Plan CVC RDC	1/100
PL04	Plan CVC R+1	1/100
PL05	Plan CVC R+2	1/100
PL06	Plan CVC R+3	1/100
PL07	Plan CVC Toiture	1/100

PL08	Plan Désenfumage RdC	1/100
PL09	Plan Désenfumage R+1	1/100
PL10	Plan Désenfumage R+2	1/100
PL11	Plan Désenfumage R+3	1/100
PL12	Plan Désenfumage Toiture	1/100
PL13	Plan d'attentes en sol	1/100
PL14	Plan Plomberie RdC	1/100
PL15	Plan Plomberie R+1	1/100
PL16	Plan Plomberie R+2	1/100
PL17	Plan Plomberie R+3	1/100
PL18	Plan Plomberie Toiture	1/100

PLANS FLUIDES SPECIAUX

L.20	Plan utilités - RDC	1/50
L.20	Plan utilités – R+1	1/50
L.20	Plan utilités – R+2	1/50
L.20	Plan utilités – R+3	1/50
L.20	Synoptique distribution azote	
L.20	Synoptique distribution air comprimé	
L.20	Synoptique eau osmosée – production	
L.20	Distribution eau osmosée froide – Boucle 1	
L.20	Distribution eau osmosée froide – Boucle 2	
L.20	Distribution eau osmosée chaude	
L.20	Plan des événements fermenteurs	1/50
L.20	Synoptique des événements fermenteurs	
L.20	Tuyaux NH3 et liaisons fermenteur – prépa poudre	

PLANS DETECTION GAZ

L.17	Plan des détecteurs de gaz - RDC	1/100
L.17	Plan des détecteurs de gaz – R+1	1/100
L.17	Plan des détecteurs de gaz – R+2	1/100
L.17	Plan des détecteurs de gaz – R+3	1/100

PLANS MOBILIER DE LABORATOIRE

L.23	Plan d'implantation du mobilier - RDC	1/50
L.23	Plan d'implantation du mobilier – R+1	1/50
L.23	Plan d'implantation du mobilier – R+2	1/50
L.23	Plan d'implantation du mobilier – R+3	1/50

PLANS DISTRIBUTION VAPEUR

L.23	Synoptique production vapeur	
L.23	Synoptique distribution vapeur	

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux)
(*)

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (*)

- Le mémoire technique

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

* En cas de contradictions/divergences :

- Entre le CCTP et ses annexes, le CCTP prévaut
- Entre les "pièce techniques" et les "pièces graphiques", les pièces techniques prévalent

* Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-Travaux, les parties sont réputées avoir reçu cette notification, à défaut de consultation dans un délai de 2 jours ouvrés, à compter de la mise à disposition du document sur le profil acheteur à l'issue de ce délai.

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

* Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG travaux, la notification du marché consiste en la remise par le biais du profil d'acheteur :

- de l'acte d'engagement et ses annexes signés, en cas de signature électronique ;
- d'une copie de l'acte d'engagement et ses annexes, en cas de signature manuscrite.

Le maître d'ouvrage remet également au titulaire, à sa demande et sans frais, le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Article 6. Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

Assurance de responsabilité civile décennale :

Conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale même dans le cas où les ouvrages de construction relèvent de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Assurances du maître d'ouvrage :

Les assurances suivantes sont contractées par le maître d'ouvrage : tous risques chantiers, dommages-ouvrages, responsabilité civile du maître d'ouvrage ou un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).

Attestation d'assurance :

* Généralités :

Les attestations d'assurances de responsabilité civile et responsabilité décennale exigées des intervenants devront être adressées obligatoirement dans un délai de quinze jours à compter de la notification au plus tard. Les attestations d'assurance de responsabilité civile décennale seront conformes aux conditions énoncées ci-dessus et devront émaner obligatoirement d'une entreprise d'assurance (et non d'un intermédiaire), et valable au jour de la demande d'ouverture du chantier prévu dans le planning des travaux. Elles seront obligatoirement en état de validité à la date de déclaration d'ouverture du chantier (DOC)

Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

L'attestation d'assurance décennale devra être nominative au chantier, comporter le montant de ses garanties complémentaires, abroger la règle proportionnelle éventuelle des capitaux et comporter la mention des lots et

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-001 et Marché n°2025-002 : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44

activités garantis. Elle sera obligatoirement en état de validité à la date de déclaration d'ouverture du chantier (DOC).

* Garantie décennale des ouvrages de bâtiment :

Les intervenants au chantier devront, conformément à la loi 78/12 du 4 janvier 1978 et l'ordonnance n° 2005-658 du 8 juin 2005, être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale pour les lots dont ils sont titulaires, y compris ceux qu'ils donnent en sous-traitance.

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par le Maître d'ouvrage.

Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux, le Maître d'ouvrage se réservant la possibilité de souscrire un contrat complémentaire de responsabilité décennale pour élever le montant des garanties des entreprises.

Le(s) sous-traitant(s) doit (devront) être bénéficiaire(s) d'une police de RC Décennale le(s) garantissant dans les mêmes conditions que s'il(s) étai(en)t directement lié(s) au Maître d'ouvrage.

* Polices de responsabilité civile :

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant, pour des montants suffisants eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'ils encourent en vertu de droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le Maître d'ouvrage.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou matériel, garanti ou non.

Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

* Assurance relative aux biens de l'entrepreneur et/ou des sous-traitants :

Le Titulaire et les sous-traitants sous tenus de souscrire, à leurs frais, toute assurance nécessaire à garantir les vols, dégradations, avaries, pertes destructions et dommages de toute nature survenant à ses matériels, matériaux stockés sur le chantier ou déjà mis en œuvre, engins de chantiers et installations de tous ordres qui lui sont nécessaires pour la réalisation des marchés.

* Absence ou insuffisance de garanties :

Toute surprime appliquée par les assureurs du Maître d'ouvrage du fait d'une absence ou d'une insuffisance d'assurance d'un intervenant ou d'un fabricant (y compris d'EPERS), d'une absence de qualification professionnelle reconnue, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge de l'entrepreneur, lequel s'engage à la régler au maître d'ouvrage dès que la notification lui en est fait par ce dernier.

En outre, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants si l'ouvrage objet du marché nécessite des garanties plus élevées ou plus étendues.

Le Maître d'ouvrage se réserve enfin la possibilité de souscrire, pour le compte de tout ou partie des intervenants en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de leur garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature ou en montant de garantie.

* Sanction de défaut d'assurance :

Faute par les entrepreneurs ou les sous-traitants de justifier des assurances auxquelles ils sont tenus et du paiement régulier des primes sur simple notification du maître de l'ouvrage à tout moment de l'exécution des ouvrages, leur marché sera résilié de plein droit à leurs torts exclusifs.

Article 7. Intervenants

7.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Paieement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

* • Les documents justifiant des capacités du sous-traitant, notamment :

- Le RIB du compte sur lequel ce sous-traitant souhaite être payé,
- Inscription au registre professionnel (KBIS ou équivalent) de moins de trois mois,
- Délégation de pouvoir si le signataire n'est pas la personne désignée dans le registre,
- Attestations prouvant qu'il a satisfait aux obligations fiscales, sociales, et relevant du code du travail,
- Une assurance professionnelle à jour,
- Autres éléments justifiant des capacités du sous-traitant si besoin (références, qualifications, effectifs, chiffre d'affaires).

Le dossier d'agrément du sous-traitant en cours de marché doit être transmis au maître d'ouvrage (courrier recommandé ou remis en mains propres lors des réunions de chantier).

Le Maître d'ouvrage ayant 21 jours pour valider la déclaration de sous-traitance (article R2193-4 du Code de la Commande Publique), le Titulaire doit faire preuve de diligence pour envoyer son dossier en laissant un délai suffisant pour que le sous-traitant puisse être agréé avant son intervention.

* Modalités de paiement direct des sous-traitants :

Le Titulaire transmet les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le Maître d'ouvrage (article 12.1.3 du CCAG-Travaux).

L'acceptation de la demande de paiement peut prendre la forme d'une attestation de paiement direct du sous-traitant signée par le Titulaire. En cas d'auto-liquidation de TVA, cette attestation doit avoir la mention « TVA auto-liquidée » et indiquer le montant du taux de TVA qui sera versée directement au titulaire.

Si le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article L2192-5 du code de la commande publique, il dépose simplement sa demande de paiement ; et le Titulaire pourra l'accepter ou la refuser sous 15 jours.

Le sous-traitant doit transmettre au Maître d'ouvrage la copie des factures qu'il a transmise au Titulaire, si le Titulaire n'a pas accepté sa demande de paiement dans les temps (article R2193-14 du Code de la Commande Publique).

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Pour chaque lot, Le membre du groupement d'opérateurs économiques désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

Pour l'exécution des prestations, le groupement est conjoint avec le mandataire solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date, définie à l'article 44.1, à laquelle ces obligations prennent fin.

7.3. Autres intervenants dans les marchés de travaux

La **maîtrise d'œuvre** et la **mission d'Ordonnement Pilotage Coordination (OPC)** sont assurées par le groupement conjoint dont le mandataire solidaire est :

SARL D'ARCHITECTURE TRIPTYQUE

ANGER / DEBAILLEUL / GRILLET

81 rue du Férétra – 31400 TOULOUSE

SIRET 452 575 509 00032

La Maîtrise d'œuvre est chargée des missions au sens des articles R2431-4 et R2431-5 du code de la commande publique comprenant les éléments :

❖ Missions de base

Code	Désignation
APS+	APS+ en dialogue compétitif
APD	Avant-projet Définitif
PRO	Études de projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
VISA	Visa des études partiellement ou totalement réalisées par l'entreprise titulaire (ou les entreprises titulaires) suivant choix de mission complémentaires (EXE)
AOR	Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement

Le contenu de chaque élément est celui qui figure à l'annexe 20 du code de la commande publique.

Les missions d'EXE (études d'exécution) sont à la charge des entreprises pour tous les lots.

❖ Missions complémentaires

Code	Désignation
------	-------------

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-001 et Marché n°2025-002 : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44

<u>Mission complémentaire 1</u>	Synthèse (SYN)
<u>Mission complémentaire 2</u>	Etudes d'Exécution partielle (comprenant l'établissement des devis quantitatifs par lot et corps d'état séparés)
<u>Mission complémentaire 3</u>	Coût global selon la norme ISO/DIS15686-5 et Exploitation Maintenance – Gros Entretien Renouvellement (EM-GER)
<u>PSE obligatoire n°1</u>	Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) En application de l'article R2431.17 du code de la commande publique : L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont respectivement pour objet : 1° D'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques ; 2° D'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ; 3° Au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans les marchés publics de travaux, de mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.
<u>PSE obligatoire n°3 :</u>	Mission Commissionnement Mission qui portera la démarche qualité pour mener à terme l'installation pour qu'elle atteigne le niveau de performances attendues et crée les conditions pour les maintenir.

Coordination de sécurité

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS), tant pour la conception que pour la réalisation est assurée par :

QUALICONSULT SECURITE

Agence de Toulouse
1 Rue de la Paderne
31170 TOURNEFEUILLE
SIRET 403 200 256 00564

Bureau de contrôle Technique

La mission de Bureau de contrôle Technique est assuré par

SOCOTEC CONSTRUCTION SAS

Siège : 5 place des Frères Montgolfier
78280 GUYANCOURT
Agence : 3 rue Jean Rodier
BP 34012
31028 TOULOUSE
SIRET : 83415751300922

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont :

Code	Désignation
ENV	Mission relative à l'environnement
F	Mission de fonctionnement des installations
GTB	Mission relative à la gestion technique du bâtiment
HAND	Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
ATT HAND	Attestation relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées en fin de travaux

HYSa :	Mission relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation
L	Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
LP	Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables
PHA	Mission relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
S	Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions
STI	Mission relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu'ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels
TH	Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
VMC	Mission relative à l'assistance aux essais de fonctionnement de l'installation de ventilation mécanique contrôlée
VIEL	Mission relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension

Le contenu de chaque mission est celui prévu par l'annexe A du CCTG Contrôle Technique.

Les différentes phases d'intervention de la mission sont celles définies par l'article 11 du CCTG Contrôle Technique

Coordonnateur SSI

La mission de coordination SSI est assurée par :

PROCSSI

83, chemin des Prieurs

31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

SIRET 902 385 475 00014

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

Article 8. Caractéristiques des prix du marché public

8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base **d'un prix global et forfaitaire**, dont la décomposition est donnée dans la DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire).

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

Les **prix** établis **conformément à l'article 09.1 du CCAG – Travaux, sont hors TVA** et tiennent compte :

- Des sujétions techniques précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux ;
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'intervention simultanée des différents corps d'état nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Des dépenses communes de chantier (compte prorata géré par le titulaire du lot 02 conformément au CCTP-LOT0_Prescriptions communes))
- Du fait que chaque Titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet de son lot.

8.2. Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations du présent marché.

Conformément au CCAG à l'article 10.4, les prix sont **révisables** suivant les modalités fixées ci-après (article R2112-13 du code de la commande publique)

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence, c'est-à-dire le mois de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

L'index de référence « I » pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index suivant (propre à chaque lot) :

Lots concernés	Index de référence
Lot 1 "VRD / RESEAUX / DIVERS / ESPACES VERTS "	BT01 – Tous corps d'état
Lot 2 "GROS OEUVRE"	BT06 – Ossatures – Ouvrages BA
Lot 3 "CHARPENTE BOIS"	BT54 – Ossature bois
Lot 4 "FACADES"	BT07 – Ossature et charpentes métalliques
Lot 5 "ETANCHEITE "	BT53 - Étanchéité
Lot 6 "MENUISERIES EXTERIEURES"	BT27 – Fermeture de baies en aluminium
Lot 7 "SERRURERIE"	BT42 - Menuiserie en acier et serrurerie
Lot 8 "MENUISERIES INTERIEURES"	BT18a - Menuiserie intérieure en bois
Lot 9 "PLATRERIE"	BT08 - Plâtre et préfabriqués
Lot 10 "CLOISONS LABORATOIRE"	
Lot 11 "SOLS DURS / FAIENCES"	BT09 Carrelage et revêtement céramique
Lot 12 "SOLS SOUPLES "	BT10 - Revêtements en plastiques
Lot 13 "PEINTURES INTERIEURES"	BT46 - Peinture, tenture, revêtements muraux
Lot 14 "ASCENSEUR "	BT48 - Ascenseurs
Lot 15 "COURANT FORTS / COURANTS FAIBLES"	BT47 - Électricité
Lot 16 "PHOTOVOLTAIQUE"	
Lot 17 "DETECTION GAZ "	BT38 – Plomberie sanitaire (y compris appareils)
Lot 18 "CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRE"	BT38 – Plomberie sanitaire (y compris appareils) – (50%) BT41 - Ventilation et conditionnement d'air – (50%)
Lot 19 "EQUIPEMENTS DE CHAMBRES FROIDES "	BT41 - Ventilation et conditionnement d'air

Lot 20 "FLUIDES SPECIAUX "	
Lot 21 "CHAUFFERIE VAPEUR"	
Lot 22 "DISTRIBUTEUR DE VAPEUR"	
Lot 23 "MOBILIER DE LABORATOIRE"	

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix seront révisés à chaque état d'acompte à compter du commencement du délai d'exécution du marché.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

La formule de révision est la suivante :

$$CR = P0 \times (0,15 + (0,85 \times \frac{In-3m}{I0}))$$

Avec:

P0 : Prix initial du contrat au mois d'établissement des prix

CR: Prix révisé au mois d'exécution des travaux

I0: Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

In-3m : Valeur de l'index de référence au mois d'exécution des travaux – 3 mois

Modalités d'application :

* En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

* Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de TVA.

Article 9. Avance

Pour chaque lot, L'option B du CCAG Travaux est retenue. Une avance forfaitaire peut être versée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement si le montant du marché est supérieur au seuil fixé par le code de la Commande Publique et sous réserve que le titulaire ait constitué une garantie à première demande (GAPD) l'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 30% du montant du marché.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Article 10. Retenue de garantie

La garantie de parfait achèvement suivante est exigée :

Garantie de parfait achèvement : retenue de garantie de 5% du montant du lot (taxes comprises) prélevée par fractions sur chacun des acomptes.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande (GAPD), et non par une caution personnelle et solidaire.

Une retenue de garantie (GAPD) complémentaire est également exigée pour chaque avenant.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'[article R. 2151-13](#), ce taux est de 3 %.

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de réserves, les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique sont d'application.

Article 11. Modalités de paiement

11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification au maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Stéphanie PAYET
Agent Comptable de l'INSA de Toulouse
INSA TOULOUSE
135 avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE Cedex 4
Tél. : + 33 (0)5 61 55 93 15
Mail : service.facturier-travaux@insa-toulouse.fr

11.2. Modalités de règlement des comptes

Pour chaque lot, le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels selon un modèle imposé par la Maitrise d'ouvrage et un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

Décompte général définitif - Solde :

Le Titulaire établit un projet de décompte final des travaux exécutés.

Les comptes seront établis selon les modalités des articles 12 du CCAG-Travaux.

Le projet de décompte sera présenté conformément au modèle prescrit par le Maître d'ouvrage.

Facturation électronique :

Informations nécessaires pour déposer les factures sur Chorus Travaux :

- Adresse de facturation :

INSA TOULOUSE

Service Facturier

135 avenue de Rangueil

31077 TOULOUSE

- Numéro de SIRET de l'INSA : 193.101.524.00018

- Numéro de TVA intracommunautaire : FR.20.193.101.524

- Numéro de code service : pas de code service

- Numéro d'engagement : à demander au Pôle Marchés à la notification du marché

Rémunération en cas de groupement d'opérateurs économiques :

* Par dérogation à l'article 10.7 du CCAG travaux, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le calcul du montant des avances prévues par la réglementation et fixé dans le présent document, est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

11.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : INSA TOULOUSE

SIRET : 19310152400018

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date d'exécution des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-001 et Marché n°2025-002 : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

Article 12. Modalités de communication entre les parties

Forme des notifications et informations :

* Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG travaux,

3.1.1. La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse électronique des parties mentionnées dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3.1.2. La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou à défaut de consultation dans un délai de cinq jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Représentation du titulaire et obligations d'information relatives au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer le maître d'ouvrage de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Ordre de service :

* Par dérogation à l'article 3.8.1, les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'oeuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, sont exclusivement émis par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'oeuvre.

Convocation du titulaire - Rendez-vous de chantier :

Le titulaire ou son représentant se rend dans les bureaux du maître d'oeuvre ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas de groupement, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

Article 13. Modalités d'exécution des travaux

13.1. Matériaux et produits

Provenance des matériaux et produits :

Conformément à l'article 21 du CCAG travaux, sauf disposition contraire dans le marché, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier

que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Les documents du marché fixent la provenance des matériaux, des produits et des composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché.

Qualité des matériaux et produits. - Application des normes :

Conformément à l'article 23 du CCAG travaux, les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix.

13.2. Préparation des travaux

Pour tous les lots,

Préparation des travaux : il est fixé une période de préparation d'une durée de deux mois qui est incluse dans les délais d'exécution du marché.

La période de préparation concerne tous les lots, sans exception.

Il est procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après à la diligence respective des parties et conformément à l'article 28 du CCAG-Travaux.

Etudes d'exécution :

Les documents fournis par le Titulaire relatif aux études d'exécution sont conformes à l'article 29.1 du CCAG-Travaux.

Ils sont décrits succinctement au CCTP et précisés dans les descriptifs techniques.

Pour les lots 3 et 4, les études d'exécution comprennent également la participation à l'élaboration de l'avis de chantier

Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier :

* Programme d'exécution des travaux :

Par les soins du Maître de l'ouvrage :

- o Présentation des acteurs de l'opération ;
- o Réception et traitement des demandes de sous-traitance.

Par les soins du Maître d'œuvre :

- o Examen avec apposition d'un visa des plans de réservations d'implantation des matériels établis par les entreprises préalablement à l'établissement des plans d'exécution,
- o Vérification de la compatibilité des plans d'exécution des ouvrages (P.E.O.) avec les méthodes employées par les entreprises,
- o Visa des premiers plans d'exécution permettant le démarrage des travaux.

Par les soins du Maître d'œuvre et du contrôleur technique le cas échéant :

- o Contrôle des plans d'exécution et fiches techniques et avis sur ces documents.

Par les soins du Maître d'œuvre ayant une mission d'OPC

- o Élaboration en concertation avec les entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution
- o Mise au point du circuit du visa des plans d'exécution.

Par les soins du coordonnateur sécurité et protection de la santé :

- o Présentation du registre-journal,

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-001 et Marché n°2025-002 : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44

- o Organisation d'une inspection commune avec les entreprises y compris leurs sous-traitants,
- o Communication aux entreprises des consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement (Plan Général de Coordination),
- o Communication aux entreprises et sous-traitants de directives pour l'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),
- o Gestion du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO),
- o Assistance pour la déclaration préalable,
- o Organisation de la visite d'inspection commune,

Par les soins du Titulaire de chaque lot :

- o Participation à l'état des lieux contradictoires entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire avec établissement d'un rapport illustré de photos par le Titulaire et soumis au Maître d'ouvrage pour validation,
- o Organisation d'un plan de prévention avec les sous-traitants s'il y en a et en relation avec le coordonnateur SPS.
- o Remise à l'OPC des effectifs prévisionnels pour la durée du chantier et de tous les éléments permettant d'élaborer le calendrier détaillé d'exécution des études et des travaux,
- o Participation aux réunions de mise au point de ce calendrier détaillé,
- o Établissement du plan particulier de sécurité et de la protection de la santé (PPSPS), conformément à la section V du décret 94-1159 du 26/12/94,
- o Communication au coordonnateur SPS des effectifs prévisibles,
- o Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans de fabrication en atelier (PA) et les plans de façonnage sur chantier (PC), accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28 du CCAG-Travaux,
- o Réalisation des installations de chantier,
- o Constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier,
- o Désignation de la personne chargée de l'autocontrôle,
- o Constitution de l'équipe chargée des études d'exécution et de coordination,
- o Établissement des plans de réservations, d'implantation des équipements et des terminaux à soumettre au visa du maître d'œuvre préalablement à l'établissement des plans d'exécution,

Tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le maître d'oeuvre.

Ne seront autorisés à démarrer sauf autorisation expresse du Maître d'œuvre que les travaux ayant reçu le visa du Maître d'œuvre.

* Locaux pour le personnel :

Le maître d'ouvrage met à disposition des sanitaires, ainsi qu'une salle pouvant servir de réfectoire et vestiaires. Le projet des installations de chantier qui sera soumis à l'approbation du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage devra faire apparaître les installations prévues pour le personnel, les locaux, leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les différents réseaux et leurs dates de réalisation. Il devra être conforme au Plan Général de Coordination (PGC) de l'opération.

Les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier doivent toujours être adaptées aux effectifs.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes en particulier du point de vue de la sécurité.

* Principes généraux

Les modalités d'installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier sont celles prévues par le CCAG-Travaux et précisées par le CCTP du marché.

Le CCTP précise notamment des dispositions de :

- ☐ Stockage de matériaux et matériels
- ☐ Nettoyage
- ☐ Organisations du chantier

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-001 et Marché n°2025-002 : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44

- ☐ Contraintes d'accès, acoustiques, thermiques, étanchéité d'air, sécurité incendiée, accessibilité P.M.R, coût global, etc.

La signalisation des chantiers sera réalisée par le Titulaire.

* En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Responsable Hygiène et Sécurité doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Le Titulaire s'engage à répondre à toute demande d'information et à fournir en particulier :

- ☐ Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé ;
- ☐ La liste à jour des personnes autorisées à accéder au chantier ;
- ☐ Les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 15 jours de la période de préparation ;
- ☐ Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants qui seraient désignés avant et pendant le chantier.

Préparation des travaux :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation d'une durée de deux mois, qui est incluse dans les délais d'exécution du marché.

La période de préparation concerne tous les lots, sans exception.

Il est procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après à la diligence respective des parties et conformément à l'article 28 du CCAG-Travaux.

13.3. Gestion du chantier

Pour tous les lots,

Dégradations causées aux voies publiques :

* En ce qui concerne l'usage des voies publiques pour les transports routiers et les circulations d'engins exceptionnels nécessaires pour les travaux, les dispositions particulières visées à l'article 34 du CCAG-Travaux et indiquées dans le Plan Général de Coordination (PGC) sont à respecter par l'entrepreneur. De plus, le Titulaire veillera à remettre en état la voirie sur les abords de la construction, et plus généralement le campus de l'INSA ainsi que les espaces verts suivant le cahier des charges du SGE (Service de Gestion et d'Exploitation).

* Par dérogation aux articles 34.1 et 34.2 du CCAG-Travaux, si à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge de celles-ci est supportée en totalité par le Titulaire.

Dommages divers causés par la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution :

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toutes natures, causés par le représentant du maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Gestion des déchets de chantier :

Conformément à l'article 36 du CCAG travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Article 14. Développement durable et insertion sociale

Clause d'insertion sociale :

Les dispositions relatives à l'insertion sociale concernent les lots 01, 02, 05, 06, 08, 09, 13, 15, 18 et 20.

Dans le cadre de ce marché, le Titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles. La mise en œuvre de l'action s'effectue dans les conditions prévues ci-dessous.

Généralités :

L'INSA s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes par le travail. C'est pourquoi, il a décidé de faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises par le biais de la commande publique, afin de favoriser l'accès à l'emploi de ces personnes.

C'est pourquoi conformément à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, les dispositions ci-dessous s'appliquent.

Publics éligibles :

Les personnes concernées sont :

- Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an
- Bénéficiaires des minima sociaux
- Demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés
- Demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans
- Demandeurs d'emploi de moins de 26 ans sans expérience ou sans qualification

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, au minimum :

Libellé du lot	Nombre d'heures d'insertion minimales
Lot 01-VRD/ESPACES VERTS	200 HEURES
Lot 02-GROS ŒUVRE	700 HEURES
Lot 05-ETANCHEITE	100 HEURES
Lot 06-MENUISERIES EXTERIEURES	150 HEURES
Lot 08-MENUISERIES INTERIEURES	100 HEURES
Lot 09-PLATRERIE	150 HEURES
Lot 13-PEINTURE INTERIEURES	100 HEURES
Lot 15- COURANT FORTS / COURANTS FAIBLES"	200 HEURES

Lot 18- CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRE"	400 HEURES
Lot 20-FLUIDES SPECIAUX	200 HEURES

Au total, 2300 heures d'insertion seront réservées à du public en insertion professionnelle

Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire :

Le Titulaire peut :

- soit recruter directement,
- soit confier à une ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion), à un GEIQ (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification), à une AI (Association Intermédiaire), ou à une ETT (Entreprise de Travail Temporaire), un certain nombre d'heures de mise à disposition de personnel pour la réalisation des travaux ou des prestations de services,
- soit co-traiter ou sous-traiter une partie des travaux ou des prestations à une EI (Entreprise d'Insertion).

Suivi et bilan de l'action d'insertion :

La maîtrise d'ouvrage, procède au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Le mandataire du lot doit via le gestionnaire du contrat de travail transmettre à la maîtrise d'ouvrage les justificatifs suivants avant le 12 de chaque mois :

- contrat de travail
- bulletins de salaire
- relevé d'heures mensuel mentionnant l'accompagnement socio-professionnel.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance par un opérateur, les heures d'insertion seront comptabilisées à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaires), le titulaire du marché doit informer la maîtrise d'ouvrage par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelque raison que ce soit. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

Bilan : Après la réception des travaux le maître d'ouvrage établira un bilan final du compte total des heures.

Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion :

Les dispositions de l'article 21 du présent CCAP s'applique

Sous-traitance

Si une partie des travaux ou de la prestation est sous traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'embauche de public prioritaire.

Article 15. Modifications du contrat

Clause de réexamen :

* Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

* Conformément à l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- ☐ Nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat ;
- ☐ Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des travaux initialement prévus ;
- ☐ Changement de dénomination du Titulaire ;

- ☐ Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- ☐ Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle ;
- ☐ Travaux supplémentaires devenus nécessaires dont le montant est inférieur à 15% du montant initial du marché

Article 16. Propriété intellectuelle

16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Travaux, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

Article 17. Réception

Fixation des opérations préalables à la réception :

Dans les 20 jours calendaires à compter de la date de réception de l'avis d'achèvement des travaux, le maître d'œuvre procédera aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé ci-dessus, le titulaire en informe le représentant du maître d'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixera la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans les 30 jours qui suivent la réception de la lettre adressée par le titulaire.

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas reçu l'avis d'achèvement des travaux, il fixe librement la date des opérations préalables à la réception des ouvrages.

* Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai fixé dans le procès-verbal de réception.

* Par dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux en cas d'absence d'information par le titulaire sur la date d'achèvement des travaux, le maître d'œuvre convoque le titulaire pour réaliser les opérations préalables à la réception, à la date d'achèvement des travaux prévue au calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé de date des opérations préalables, la réception ne sera pas acquise.

Proposition de réception des travaux :

Dans un délai de 5 jour calendaire suivant la date du PV d'OPR, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Décision de réception des travaux :

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la date du PV d'OPR sa décision de prononcer ou non la réception, ou si elle est prononcée avec réserves.

Article 18. Délai de garantie

* La garantie du parfait achèvement est fixée à 12 mois à compter de la date de réception des travaux, sauf pour les lots 15 "COURANT FORTS / COURANTS FAIBLES", 18 "CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRE" et 20 « FLUIDES SPECIAUX », fixée à 24 mois à compter de la même date.

La garantie de parfait achèvement impose au Titulaire de réparer tous les désordres (vices cachés et défaut de conformité) signalés au cours de l'année qui suit la réception des travaux, quelles que soient leur importance et leur nature.

* La garantie décennale impose au constructeur de réparer les dommages survenus au cours des 10 années suivant la réception et qui : soit compromettent la solidité de l'ouvrage construit (par exemple, risque d'effondrement), soit rendent l'immeuble construit impropre à sa destination (par exemple, défaut d'étanchéité, fissurations importantes). Elle s'étend aux éléments d'équipements indissociables de l'ouvrage (canalisation, éclairage...).

Article 19. Contrôle de l'exécution des travaux

Essai et contrôle des ouvrages :

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-001 et Marché n°2025-002 : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44

Contrôles

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

En plus des contrôles effectués par le Maître d'œuvre, conformément à l'article 24 du CCAG-Travaux, les contrôles suivants seront effectués.

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages

L'entreprise chargée du marché devra réaliser à sa charge les essais de fonctionnement de ses installations et communiquer les attestations à la Maîtrise d'ouvrage, pour avis, avant les opérations préalables à la réception.

Par ailleurs, tous les contrôles définis dans le marché sont à la charge exclusive du Titulaire du lot intéressé. Ces contrôles seront exécutés (toujours au frais du Titulaire du lot concerné) par un bureau de contrôle ou un laboratoire notoirement compétent que l'entreprise soumettra à l'agrément du Maître d'œuvre.

Conformément à l'article 24 du CCAG-Travaux :

- ☐ Des vérifications quantitatives et qualitatives des matériaux,
- ☐ Le Titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, prototypes, premier de série nécessaires au contrôle.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

S'ils sont effectués par le Titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix sur devis.

S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, si les essais et/ou contrôles prévus au marché ou demandés par le Maître d'œuvre s'avèrent négatifs ou defectueux, ils sont mis en totalité à la charge de l'entrepreneur concerné ainsi que tous les essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif. Les frais cités à l'article 24.7 du CCAG-Travaux sont à la charge de l'entrepreneur.

Documents fournis après exécution :

Le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) comprenant notamment :

- Les plans d'exécution conformes à la réalisation,
- Les fiches techniques des matériaux et produits mis en oeuvre,
- Les spécifications de pose, les notices de fonctionnement,
- Les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en oeuvre,
- Les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'oeuvre.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage peut convoquer le Titulaire aux opérations préalables à la réception, même s'il n'a pas été avisé par ce dernier, par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Dans ce cas le Titulaire transmet au maître d'ouvrage, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE), au plus tard le jour de la convocation aux opérations préalables à la réception.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

Article 20. Confidentialité – Protection des données personnelles – mesures de sécurité

Protection des données à caractère personnel :

* Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

* Le titulaire doit respecter les dispositions de l'annexe 1 du CCAP relative à la protection des données à caractère personnel dans le cadre du marché.

Les données visées par cet article concernent notamment les comptes-rendus réunions de chantier et des registres comprenant les coordonnées personnelles des personnes physiques intervenant sur le chantier.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG-Travaux, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles, sont demandées par le titulaire pour donner lieu à la signature d'un acte modificatif unilatéral, par le Maître d'ouvrage.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-Travaux, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de l'environnement, la sécurité ou la santé en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles, sont demandées par le titulaire pour donner lieu à la signature d'un acte modificatif unilatéral, par le Maître d'ouvrage.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

Article 21. Pénalités et primes

Généralités sur les pénalités :

* Les pénalités provisoires peuvent être constatées sur simple constatation de la défaillance du Titulaire par le Maître d'ouvrage, après information du maître d'œuvre ou de l'OPC.

Pénalités de retard et retenues :

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, les pénalités applicables sont celles listées au sein du présent document.

Pénalité journalière pour le retard d'exécution du lot concerné

Dans l'hypothèse d'un retard à l'expiration du délai contractuel d'exécution, une pénalité de 2 000€ H.T par jour calendaire pourra être appliquée sur la situation de travaux au mois N+1 par le maître d'œuvre.

Les travaux pouvant être ordonnancés dans le but de faire respecter les délais, il pourra être appliqué dans ce cas des pénalités provisoires en cas de retard dans l'exécution des tâches ou des commandes risquant d'entraîner un retard non rattrapable sur une tâche placée sur le chemin critique.

Cette pénalité est levée lors du règlement de la situation suivante si ce retard a été résorbé avant d'avoir eu pour effet de provoquer un retard sur une tâche critique. Dans le cas contraire, elles deviendront définitives.

En outre, le titulaire du lot peut se voir appliquer une pénalité de même montant dans le cas où, bien qu'ayant terminé ses travaux dans la durée globale du marché, il a dépassé un délai d'exécution perturbant ainsi la marche du chantier ou provoquant des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

Les observations notées par le coordonnateur SPS dans le registre-Journal sont passibles de l'application de ces pénalités identiques.

Par ailleurs, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un retard significatif, les prestations en cause pourront être exécutées aux frais de l'entrepreneur défaillant sans préjudice de l'application de la pénalité fixée au présent article.

Retard dans la remise des documents fournis après exécution (D.O.E / D.U.I.O)

Pour chaque lot, en cas de retard constaté dans la remise des plans et des documents à fournir après exécution par le Titulaire, conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une pénalité forfaitaire d'un montant de 3 000€ H.T par document non remis est appliquée sur les sommes dues au Titulaire.

Ce retard est constaté à la date de convocation aux opérations préalables à la réception.

Pénalités pour retard dans l'achèvement des travaux

Pour tous les lots, dans l'hypothèse où les travaux ne seraient pas achevés dans les délais contractuels, il sera appliqué à chaque Titulaire, une pénalité égale à 1/500ème du montant HT du lot concerné (complété par les avenants éventuels), par jour calendaire de retard, avec une valeur minimale de 300 € HT.

Le retard est constaté sur simple confrontation de la date de réception et de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution (augmenté éventuellement des prolongations autorisées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre).

Pénalités pour retard dans la levée de réserves après réception

Pour chaque lot, en cas de retard constaté dans la levée des réserves, il sera appliqué une pénalité journalière égale à 3 000€ HT

Pénalités pour retard dans la remise du P.P.S.P.S. et échantillons

Pour chaque lot, si ces documents sont obligatoires : Pour tout retard dans la présentation au coordonnateur SPS du P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) ou dans la présentation à la maîtrise d'œuvre, des échantillons, une pénalité de 1 000 € H.T. par jour calendaire de retard sera appliquée.

Cette pénalité s'applique également si le Titulaire a transmis des documents qui, bien que transmis dans les temps, ne répondent pas aux exigences du coordonnateur qui l'a donc enjoint de transmettre à nouveau les documents rectifiés dans le délai qui lui incombe.

Pénalités pour absence ou retard aux rendez-vous de chantier, aux réunions d'ordonnancement, aux réunions provoquées par la maîtrise d'œuvre, par le Coordonnateur SPS ou le maître d'ouvrage

Pour chaque lot, les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Chaque entreprise est tenue d'assister aux réunions de chantier provoquées par la Maîtrise d'œuvre, le coordonnateur SPS ou le Maître d'ouvrage, ou d'y déléguer un représentant connaissant parfaitement le dossier, son avancement, ses problématiques, l'état des études et commandes, etc, et ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier.

L'absence d'un titulaire, ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées ou méconnaissant l'opération (cf. ci-avant), à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le Compte Rendu de réunion, en vue de l'application des pénalités.

Tout retard de plus de ¼ d'heure équivaut à une absence.

En cas d'absence non justifiée à la réunion de chantier ou de coordination, le Titulaire encourt une pénalité fixée à 800 € (euros) H.T.

Pénalités pour retard dans la remise des plans d'exécution et de réservations– Notes de calculs – Etudes de détail

Pour chaque lot, en cas de retard constaté par le Maître d'œuvre par une entreprise dans la production de tout ou partie de ses plans d'exécution qui remettrait en cause le calendrier de production des plans, il sera appliqué à l'entreprise responsable une pénalité pour retard intermédiaire et pour retard de fin de tâches, égale à 2 000€ H.T par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard dans la remise des documents nécessaires aux contrôles

Pour chaque lot, en cas de retard constaté par le maître d'œuvre par une entreprise des documents nécessaires aux contrôles de vérification qualitatives et quantitatives (échantillons, prototypes, premier de série, etc.), il sera appliqué au titulaire une pénalité pour retard égale à 1 500€ H.T par jour calendaire de retard.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les délais impartis comprennent ceux nécessaires au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux.

En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement.

En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un tel retard, les prestations en cause seront exécutées aux frais de l'entrepreneur défaillant sans préjudice de l'application de la pénalité pour défaut de rangement / nettoyage.

Pénalités pour défaut de rangement / nettoyage / fermeture chantier / Non-respect de la charte chantier propre

Au regard du chantier en site occupé, et de la continuité du fonctionnement de l'établissement pendant les travaux, en cas de constatation par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, l'OPC ou le coordonnateur SPS, de défaut de nettoyage / rangement / stockage/ fermeture correcte de la zone chantier / non-respect de la charte chantier propre etc., une pénalité de 1 000€ H.T par infraction et/ou constatation sera appliquée.

Ces pénalités pourront être levées si ce défaut de rangement et/ou nettoyage a été pris en compte immédiatement par l'entreprise, et n'a pas eu pour effet de provoquer un retard ou un danger à l'intérieur ou à l'extérieur de l'emprise du chantier.

Les Observations notés par le coordonnateur SPS dans le registre-Journal seront passibles de l'application de ces pénalités.

Pénalités relatives à la protection de l'environnement

En cas de non-respect des obligations protectrices de l'environnement, les entreprises acceptent le principe de l'action correctrice immédiate et à leurs frais.

En cas de manquements répétitifs, les entreprises concernées s'exposent à l'application des pénalités ou retenues consécutives à leurs carences.

Ces sommes retenues seront investies dans l'amélioration des conditions de travail et d'information :

- o Dépôt dans une benne non appropriée = 800 € H.T. / infraction ;
- o Cantonnement non entretenu = 6 00 € H.T. / infraction ;
- o Stockage en zone interdite = 800 € H.T. / infraction ;
- o Matériel de chantier non conforme = 600 € H.T. / infraction ;
- o Dépôt de gravats sauvage = 1500 € H.T. / infraction ;
- o Non-respect des circulations aux abords du chantier = 800 € H.T. / infraction.

Pénalité pour non-déclaration d'un sous-traitant

Une pénalité de 1 000 € HT sera appliquée, par jour calendaire à compter de la date de découverte du sous-traitant non déclaré, et jusqu'à la date de la réception de la déclaration de sous-traitance.

Pénalité pour non-respect de la zone non-fumeur

Le chantier sera considéré comme une zone non-fumeur. Toute entreprise dont le personnel de chantier (ou le personnel de ses sous-traitants) est surpris en train de fumer dans l'enceinte du chantier, se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 € H.T à chaque constat effectué par le Maître d'ouvrage ou maître d'œuvre.

Pénalité pour non – respect du mémoire technique

Une pénalité forfaitaire de 2 000 € H.T pourra être appliquée, en cas de non-respect des engagements pris dans le mémoire technique.

Pénalités en cas de défaut de transmission des pièces administratives et financières

En cas de retard ou d'irrégularité dans la transmission des pièces administratives et financières prévues par le marché, le titulaire s'engage à respecter les délais et modalités de soumission de ces documents, sous peine de voir appliquées des pénalités.

1. Retard dans la transmission des pièces administratives et financières

Si, sans justification valable, le titulaire ne transmet pas les pièces administratives et financières dans les délais convenus, une pénalité de 500€ HT sera appliquée par jour de retard.

2. Problèmes récurrents dans la transmission des documents

Si des problèmes récurrents sont constatés dans la transmission des pièces administratives et financières, tels que des erreurs répétées, des documents manquants ou incomplets, une pénalité forfaitaire supplémentaire pourra être appliquée à hauteur de 500€ HT pour chaque nouvelle occurrence.

3. Suspension des paiements

En cas de non-transmission persistante des pièces administratives et financières dans un délai de 15 jours après une mise en demeure, le pouvoir adjudicateur pourra suspendre les paiements dus au titulaire jusqu'à régularisation complète des documents.

Pénalité pour non-respect de la clause d'insertion : un bilan négatif du nombre d'heures effectivement consacrées à l'insertion par rapport à l'engagement pris entraînera une pénalité égale à 100€ par nombre d'heures d'insertion non réalisées.

*** Exonération de pénalités :**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas systématiquement exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné à 10% du montant total H.T du marché ou de la tranche considérée.

Le maître d'ouvrage pourra exonérer le titulaire de tout ou partie des pénalités lors du règlement de la situation suivante ou du décompte général définitif.

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-001 et Marché n°2025-002 : Travaux de construction de la halle de transfert technologique - Bâtiment B44

Primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

Article 22.

Cas de résiliation

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 49 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1 du CCAG travaux.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG travaux sauf disposition contraire au sein du présent document.

Article 23.

Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG des marchés publics de Travaux.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :
Tribunal administratif de Toulouse

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C

CCIRA de Bordeaux - Mme Stéphanie MARCON

Cité Administrative

2, rue Jules Ferry

33090 BORDEAUX Cedex

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots:

- Il est dérogé à l'article 3.1 du CCAG Travaux.
- Il est dérogé à l'article 3.8 du CCAG Travaux.
- Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Travaux.
- Il est dérogé à l'article 4.2 du CCAG Travaux.
- Il est dérogé à l'article 6 du CCAG Travaux.
- Il est dérogé à l'article 7 du CCAG Travaux.
- Il est dérogé à l'article 10.7 du CCAG Travaux.
- Il est dérogé à l'article 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG Travaux.
- Il est dérogé à l'article 28.2 à 28.5 du CCAG Travaux.
- Il est dérogé à l'article 34 du CCAG Travaux.
- Il est dérogé à l'article 41.1 du CCAG Travaux.

ARTICLE 1 . DEFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

ARTICLE 2 . OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 3 . OBLIGATIONS DES PARTIES

1. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

2. Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

3. Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

4. Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

5. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une

personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

6. Documentation et conformité

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

7. Recours à des sous-traitants ultérieurs

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

ARTICLE 5. NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

8. Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
 - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

9. Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

ARTICLE 7 . LISTE DES PARTIES

Responsable(s) du traitement : <i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i>	Nom : Chloé LEON-ARTHUR
	Adresse : INSA Toulouse, 135 avenue de Rangueil 31077 Toulouse CEDEX 4
	Délégué à la protection des données : Contact-dpo@insa-toulouse.fr
Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :

ARTICLE 8 . LISTE DE SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

Sous-traitant(s) :	Nom :
	Adresse :

<i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :	Délégué à la protection des données :